

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 novembre 2024

Bonne nouvelle. Le Green New Deal a du plomb dans l'aile

La COP29 accouche d'un accord jugé décevant par de nombreux pays participants - franceinfo/AFP 24 novembre 2024

Même les prêts si généreusement attribués aux pays les plus pauvres pour qu'ils s'endettent encore plus et soient encore plus dépendants de leurs riches créanciers occidentaux, cela ne fonctionne plus aussi bien qu'avant, tout fout le camp décidément !

A lire et à savourer :

https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/la-cop29-accouche-d-un-accord-juge-decevant-par-de-nombreux-pays-participants_6916352.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241124&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

En famille chez les pires criminels.

Benjamin Netanyahu : ces politiques qui appellent la France à ne pas respecter l'arrêt de la CPI - Le HuffPost 22 novembre 2024

De LR au RN, plusieurs élus appellent le gouvernement à ne pas exécuter le mandat de la Cour pénale internationale à l'encontre du Premier ministre israélien.

En France, on peut être poursuivi pour « *crimes contre l'humanité et crimes de guerre* », et avoir le soutien de partis politiques. Du moins, du Rassemblement national et des Républicains. C'est en effet ce qui arrive ce vendredi 22 novembre au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Au lendemain du mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale à son encontre, le dirigeant voit certains élus français voler à son secours. Au point que plusieurs somment Paris de déroger au droit international.

C'est notamment le cas du député LR Philippe Juvin, qui reprend mot pour mot la défense de Benjamin Netanyahu. « *À votre question, "faut-il ou non arrêter M. Netanyahu s'il venait en France ?", la réponse est non, évidemment* », a-t-il estimé sur Sud Radio, dénonçant des « *institutions internationales* » qui « *brillent par leur anti-israélisme primaire* ». Un avis que partage

son collègue du Rassemblement national Philippe Ballard. Pour l' élu lepéniste, il « *serait ubuesque, délirant* » que la France exécute le mandat de la CPI.

Les terrorismes sont au pouvoir ! Défendre Israël, c'est défendre le terrorisme !

J-C – Vous ne risquez pas d'entendre cette accusation dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, et pour cause.

Apologie du terrorisme : LFI crée un tollé en voulant abroger ce délit et pourtant... - Le HuffPost 24 novembre 2024

J-C - Où est la faille dans l'argumentaire de LFI ?

Ils ne citeront pas les véritables terroristes, c'est-à-dire, ceux qui les accusent, ceux qui soutiennent le terrorisme d'Etat en Ukraine et en Palestine occupée, le terrorisme auquel participe l'Etat français en Afrique, au Moyen-Orient, le terrorisme auquel se livre le Mossad, la CIA, le MI6 partout dans le monde depuis des lustres, alors que c'est un fait établi de longue date.

Pourquoi LFI n'utilise-t-il pas cet argument ? Parce que ce serait remettre en cause fondamentalement l'Etat des capitalistes. Pourquoi ? Pardi parce que LFI n'a jamais eu l'intention de s'attaquer au capitaliste et ses institutions qui alimentent ou encouragent, cautionnent le terrorisme. Rappelons que 95% des attentats terroristes dans le monde ont été réalisés par des Etats occidentaux, quant au 5% restant, il est le fait d'individus isolés ou de groupes connus, suivis ou répertoriés par les services de renseignements des différents pays en question qui les ont soit manipulés, soit encouragés et qui les ont laissé passer à l'action, pour pouvoir ensuite faire adopter de nouvelles lois liberticides, dont celle que LFI voulait faire abroger.

Précisons que ceux qui sont contre l'abrogation de cette loi, sont les mêmes qui refusent de condamner la propagande nazi, ceci expliquant cela.

Le HuffPost - La France insoumise (LFI) a déposé à l'Assemblée une proposition de loi visant à abroger le délit d'apologie du terrorisme, qui a selon LFI accentué « *l'instrumentalisation de la lutte antiterroriste* » contre « *la liberté d'expression* », s'attirant de vives critiques à droite et dans le camp présidentiel.

Le texte, déposé par le député LFI du Nord Ugo Bernalicis et ses collègues LFI, veut supprimer ce délit créé par une loi de 2014, estimant qu'en la matière suffit « *la loi du 29 juillet 1881 traitant des faits relevant des délits d'apologie de crime, d'apologie de crime de guerre, d'apologie de crime contre l'humanité* ».

« *C'est difficile de faire plus ignoble* », a écrit sur X le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, réagissant à cette proposition. « *Une proposition de loi de la honte. Une infamie de plus des Insoumis* », a jugé de son côté le président du groupe UDR Éric Ciotti.

Dans cette proposition, la loi de 2014 est critiquée car elle laisse la porte ouverte aux abus. « *Quelle démocratie peut encore conserver son nom, lorsque les méthodes de l'antiterrorisme sont utilisées pour réprimer des militants politiques, des militants associatifs, des journalistes ou encore des syndicalistes* », peut-on lire dans l'exposé des motifs.

« *Les moyens de la lutte antiterroriste en France ont régulièrement été détournés de leur objet par les Gouvernements en place pour réprimer la liberté d'expression* », est-il écrit.

En ce sens, le 9 octobre, l'ex-juge antiterroriste Marc Trévidic, qui avait pourtant soutenu dans les années 2010 le durcissement des sanctions pour apologie du terrorisme, a tempéré sa position après la multiplication des poursuites pour ce délit. Ce qui constitue « *un véritable abus* » et un « *usage totalement dévoyé de la loi* », a-t-il dénoncé dans l'Humanité.

« *On voit pleuvoir les condamnations, parfois très lourdes, jusqu'à plusieurs années de prison ferme* », a ajouté celui qui est désormais président de la cour d'assises à Versailles. « *Il aurait fallu laisser l'apologie du terrorisme dans la loi sur la presse et édicter un texte de répression spécialement consacré aux sites de propagande jihadiste* », a-t-il estimé.

Et d'ajouter : « *tous les tribunaux sont compétents* », « *tous les juges peuvent apprécier si une parole, un texte, une pancarte est un acte terroriste ou pas* ». « *Or, c'est une notion qu'il faut savoir manier. C'est dangereux de ne pas avoir de spécialiste là-dessus* », a-t-il déclaré avant de conclure : « *Il faudrait oser faire marche arrière. Tout cela m'a servi de leçon* ».

Dans le texte proposé par LFI, Ugo Bernalicis cite le cas du responsable CGT du Nord Jean-Paul Delescaut, condamné à un an de prison avec sursis en première instance --il a interjeté appel-- pour « *apologie du terrorisme* » via des propos tenus dans un tract de soutien aux Palestiniens. « *Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi (7 octobre 2023, date de l'attaque du Hamas en Israël, NDLR) elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées* », pouvait-on lire dans ce tract.

Le député LFI mentionne également sa présidente de groupe, Mathilde Panot, et l'eurodéputée LFI Rima Hassan, qui ont été entendues en avril par la police judiciaire parisienne dans le cadre d'enquêtes pour « *apologie du terrorisme* ».

Mathilde Panot notamment avait été entendue au sujet du communiqué publié par son groupe le 7 octobre 2023, dans lequel l'attaque du Hamas en Israël avait été décrite comme « *une offensive armée de forces palestiniennes* », dans un « *contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne* » dans les territoires palestiniens. Le HuffPost 24 novembre 2024

J-C- A LFI, ils ne peuvent pas se défendre, parce qu'ils ne vont jamais au bout de leurs analyses, ils sont trop compromis ou sinon cela les forcerait à se démasquer totalement.

En famille. Quand LFI tentent de séduire (et recruter?) les rejetons des aristocrates.

La conférence de Rima Hassan (LFI) à Sciences Po Paris, d'abord interdite, devra bien avoir lieu ordonne la justice - Le HuffPost 22 novembre 2024

Le directeur de la prestigieuse école avait interdit la conférence pour « *risque d'atteinte à l'ordre public* ». Rima Hassan a salué une « *immense victoire* » après la décision de justice. Le HuffPost 22 novembre 2024

J-C – Lire, une « *immense victoire* » pour Macron et son ministre de la Justice. Ils ne loupent pas une occasion de cautionner les institutions de la Ve République.

A lire.

La loi sur la sensibilisation à l'antisémitisme sonne le glas de la liberté d'expression

<https://reseauinternational.net/la-loi-sur-la-sensibilisation-a-lantisemitisme-sonne-le-glas-de-la-liberte-dexpression/>

Comment Israël a pris le contrôle de l'Amérique le 22 novembre 1963

<https://reseauinternational.net/comment-israel-a-pris-le-controle-de-lamerique-le-22-novembre-1963/>

Réaction au mandat d'arrêt international lancé contre Netanyahu par la Cour pénale internationale (CPI)

(Source : différents médias.)

The Guardian

Le journal britannique *The Guardian* a estimé que les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre le Premier ministre de l'occupation, Benjamin Netanyahu, et contre le ministre de la Défense limogé, Yoav Galant, «représentent un séisme sur la scène juridique mondiale, car c'est la première fois que des accusations sont portées contre un allié occidental pour ce type de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, par un organe judiciaire mondial».

The Guardian a ajouté : «À long terme, les accusations contre Netanyahu et Gallant pourraient s'aggraver avec le temps, ce qui réduirait l'espace qui leur est encore ouvert dans le monde. Il est difficile de se débarrasser de la honte collée aux accusés pour avoir commis des crimes de guerre».

The Financial Times

De son côté, le journal britannique The Financial Times a indiqué que «la décision de la Cour pénale internationale contre Netanyahu et Gallant signifie que ses 124 États membres seront obligés d'arrêter Netanyahu et Gallant s'ils entrent sur leur territoire».

The New York Times

Quant au journal américain *The New York Times*, il a affirmé que les mandats d'arrêt contre le Premier ministre du gouvernement d'occupation et son ancien ministre de la Sécurité «risquent d'exacerber le déclin de la légitimité d'Israël sur la scène mondiale, alors qu'il fait face à une condamnation de plus en plus féroce en raison de son comportement dans la guerre à Gaza».

Union européenne

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a affirmé que les mandats d'arrêt émis jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) devaient être «respectés et appliqués». «La décision de la cour

doit être respectée et appliquée», a dit Borrell lors d'une conférence de presse à Amman avec son homologue jordanien, Ayman Safadi.

La France

La France continuera à soutenir les actions de la CPI contre Israël, a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

La Cour est garante de la *«stabilité internationale»* et doit pouvoir agir *«dans toutes les situations de manière indépendante et impartiale»*, a déclaré Christophe Lemoine lors d'une conférence de presse à Paris.

«Nous soutenons l'action du procureur de la Cour qui agit en toute indépendance et la lutte contre l'impunité est notre priorité. Nous apportons un soutien constant à l'action de la CPI, notre réaction s'alignera sur ces principes», a-t-il ajouté.

Espagne

Le deuxième vice-président et ministre du Travail espagnol, Yolanda Diaz, a également salué la décision.

«Toujours du côté de la justice et du droit international», a déclaré Diaz sur X, avant d'ajouter : *«Le génocide du peuple palestinien ne peut rester impuni»*.

Pays-Bas

Les Pays-Bas ont réagi en déclarant qu'ils arrêteraient Netanyahu s'il mettait les pieds dans le pays.

«Les Pays-Bas respectent la décision de la Cour pénale internationale (CPI) de délivrer un mandat d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien, Netanyahu. S'il vient sur le sol néerlandais, il sera arrêté», a déclaré le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Casper Veldkamp, au Parlement du pays.

Belgique

La vice-première ministre belge, Petra De Sutter, a appelé jeudi l'Europe à se conformer à la décision de la Cour pénale internationale. L'Europe *«doit imposer des sanctions économiques, suspendre l'accord d'association avec Israël et exécuter ces mandats d'arrêt»*, a-t-elle écrit sur X. *«Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis»*, ajoute De Sutter.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a déclaré qu'il s'agissait d'un *«pas important vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine»*.

«Ces actions marquent un pas important vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine», a déclaré Chrispin Phiri, porte-parole du ministère sud-africain des Relations internationales et de la coopération.

Turquie

«*Les mandats d'arrêt délivrés par la CPI à l'encontre de Netanyahou et de Gallant suscitent l'espoir que la justice sera rendue. Cette décision est une étape cruciale pour traduire en justice les autorités israéliennes qui ont commis un génocide à l'encontre des Palestiniens*», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

Jordanie

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a déclaré que les décisions de la CPI devaient être respectées et mises en œuvre, ajoutant que «*les Palestiniens méritent la justice*».

Massacres de masse et génocides : Les anglo-saxons sont exemplaires.

Le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU :

- Nous comprenons qu'au XXI^e siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole.

Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représentants de cette nation et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne.

Par Oleg Nesterenko (Réseau International)

Il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort.

Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre

mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus – à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : *«Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine – c'est leur propre faute, car ils se reproduisent comme des lapins !»*

Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la «Grande» Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 billions de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des États-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 billions de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au XIXe siècle.

À la suite des deux «guerres de l'opium» menées par la Grande-Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealers de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes.

Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasiliy Nebenzia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale.

Au cours des sept premiers mois de 1943, 80 000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de la politique britannique au Bengale sont inconnus – le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes. Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale – près de 10 millions de personnes – la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place

faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale.

Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale.

J-C - Hier nous avons déjà abordé brièvement le génocide des Amérindiens du à la colonisation européenne, dont anglo-saxonne...

Totalitarisme. Stratégie de la terreur et psychose collective.

J-C – A les entendre les pays du nord de l'Europe, en particulier les pays scandinaves se distinguaient par l'indice du « *bonheur* » parmi les plus élevés de la planète, où il faisait bon vivre, des modèles sociaux exemplaires, bon, avec quand même quelques fachos mitraillant ici ou là ou en embuscades dans les parlements, et puis voilà qu'ils craignent l'agression de leur voisin qui ne les a jamais menacés, ils voient des ennemis partout, sauf à l'OTAN !

Prétextant une «*menace russe*», la Finlande appelle ses femmes à suivre des cours de survie - RT 24 nov. 2024

Tandis que l'ombre d'une pseudo «*menace russe*» plane sur l'Europe, la Finlande intensifie ses efforts pour préparer sa population à un conflit potentiel. Exemples frappants de cette dynamique, les cours de survie dans des conditions extrêmes organisés pour 75 femmes finlandaises, camouflées et coiffées de bonnets violets, dans une base militaire de l'ouest du pays, selon le quotidien britannique *The Guardian*.

Au cours de la semaine, ces femmes vont apprendre à construire des abris, allumer des feux, cuisiner en extérieur, prodiguer les premiers soins, se maintenir au chaud et même construire des toilettes !

Ces cours, bien que non militaires, sont partiellement financés par le ministère finlandais de la Défense et bénéficient du soutien de l'Association nationale de formation à la défense. Suvi Aksela, responsable de la communication et de l'organisation chez Nasta, a déclaré que les personnes qui les appelaient pour s'enquérir de leurs services leur demandaient si elles pouvaient leur apprendre à tirer.

Un récent inventaire du ministère finlandais de l'Intérieur révèle que la Finlande dispose de 50 500 bunkers pour une population de 5,6 millions habitants, comme pour laisser entendre que la Finlande est prête à entrer en guerre avec la Russie, en tenant compte des affirmations des autorités finlandaises. Les ménages finlandais sont encouragés à disposer de suffisamment de provisions pour survivre sans aide pendant au moins 72 heures, nourriture, eau, médicaments et accès à une radio à piles, en cas d'urgence.

Santé.

Parole d'internaute.

1- Avec ce lien, vous tombez sur une page complète avec de nombreux liens sur le sujet... (Information sur le produit, posologie,... cancer...)

<https://www.fenbendazole.org/fr/informations-sur-le-fenbendazole/historique-du-fenbendazole/https://www.healnavigator.com/a/articles/ivermectin-vs-fenbendazole-for-cancer-differences-and-which-is-better>

IMPORTANT à savoir : toujours le prendre avec de l'huile d'olive ou du beurre.

Pour l'achat, j'ai trouvé ce site à un prix très intéressant, en gélules 300 mg (c'est plutôt en général des gélules de 220 mg, il y en a aussi de 444 mg, et j'ai lus que pour certains traitements il était prévu des doses jusqu'à 800 mg par jour, pendant 1.5 mois... Pour traitements cancers, j'ai vu plusieurs témoignages ou les patients étaient guéris en 3 mois seulement, avec des doses de 222 mg/jour, et parfois même seulement 5 jours sur 7 (car environ 5% des personnes peuvent avoir des diarrhées, il suffit donc de réduire ou laisser 2 jours sans)

<https://www.etsy.com/fr/listing/1707471987/gelules-de-fenbendazole-pur-a-998-300-mg>

Très peu d'interactions avec d'autres médicaments, utilisation possible avec d'autres traitements anti cancer, chimio ou rayons, ni même alcool, mais est efficace même seul (nombreux témoignages).

Sur ce lien vous trouverez une longue liste de rapports de cas, tapez : cancer du sein métastatique, 83 femmes – Fenbendazole resource

2- Dans mes connaissances beaucoup de cancer non opérable (poumon, œsophage) Dans le monde d'avant les cancers non opérable était essentiellement les formes métastatiques ,Ces cancers semblent non opérables car trop près de gros vaisseaux..... et quel est le nouveau facteur?

(Traitement du cancer.)

3- Il faudrait déjà éviter des molécules qui diminuent le taux de Glutathion, le paracétamol pas exemple. Au besoin lui préférer un autre anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS)...?

Pas de paracétamol dans la Covid, erreur thérapeutique majeure!

<https://www.aimsib.org/2021/08/22/pas-de-paracetamol-dans-la-covid-erreur-therapeutique-majeure/>

Le N-acétyl-cystéine (NAC) est un précurseur du glutathion...

Le chlorure de magnésium stimule significativement la vitalité des leucocytes...et donc leur faculté de diapédèse

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Diap%C3%A9d%C3%A8se>

Traitement cytophyllactique des maladies infectieuses par le chlorure de magnésium, la poliomyélite », Docteur Neveu, Librairie Le François, 1959.

AVANT PROPOS

En 1915, Pierre Delbet étudiait l'action sur les cellules de diverses solutions employées pour le lavage et le pansement des plaies et cherchait s'il n'existait pas quelque substance capable d'exalter leur vitalité.

Le rôle capital des globules blancs dans la lutte contre l'infection ayant été établi par Metchchnikoff, il prit ces cellules pour test dans ses recherches, et il eut la chance de constater assez vite qu'une solution de chlorure de magnésium à un certain taux augmente, dans une notable proportion, leur puissance phagocytaire, l'augmentation portant sur le nombre des polynucléaires qui phagocytent et sur la puissance phagocytaire de chacun d'eux.

« Cette méthode qui a pour but d'exalter la vitalité des cellules, nous dit Pierre Delbet, je l'ai appelée cytophyllactique. Le mot cytophyllaxie veut dire protection des cellules ».

o o o

Par une série d'expériences, Pierre Delbet élargit, ensuite, le rôle de la cytophyllaxie et, de méthodes de pansements, elle devint une méthode générale qui augmente la puissance de l'organisme, non seulement contre l'infection des plaies, mais encore contre l'avitaminose, contre l'anaphylaxie, contre le dépérissement sénile et contre la cancérisation.

o o o

Il m'advint, fortuitement, d'apporter une importante contribution à la méthode cytophyllactique du professeur Pierre Delbet.

En 1932, je fis prendre du chlorure de magnésium à une petite malade, Ghislaine L..., atteinte d'angine suspecte, dans le but d'atténuer les troubles anaphylactiques du sérum que je pensais lui injecter, en attendant l'analyse de son prélèvement amygdalien.

Je fus surpris, le lendemain matin, de constater la guérison totale de Ghislaine avant que le résultat de cette analyse – qui était positive pour le bacille de Loeffler – me fut communiquée par le laboratoire. Cette première guérison de la diphtérie par le chlorure de magnésium a été le point de départ de mes recherches sur le traitement cytophyllactique des maladies infectieuses en général.

o o o

Le lecteur trouvera dans les observations suivantes, la relation des résultats inespérés qui ont été obtenus, par cette nouvelle méthode thérapeutique dans le traitement de la poliomyélite.

PDF 33 pages. Les posologies adultes, enfants de moins de 5 ans, nourrissons sont indiquées en pages 28 et 29

Lien de téléchargement :

<http://www.aryanalibris.com/index.php?post/Neveu-A-Traitement-cytophylactique-par-le-chlorure-de-Magnesium-La-Polyomyelite>

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride - AIMSIB 20/10/2024

<https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride>

Plus de 300 données probantes du CDC montrent que les vaccins causent l'autisme.

Récemment, j'ai reçu un trésor de documents d'une source à l'intérieur du CDC montrant qu'ils savent depuis plus de 20 ans que Wakefield avait raison : les vaccins causent l'autisme.

Steve Kirsch 18 novembre 2024

https://kirschsubstack.com/p/over-300-pages-of-evidence-from-the?_x_tr_hist=true

Sur la situation politique et sociale en France.

Macron a déclaré la guerre à la Russie.

Jean-Noël Barrot : l'Ukraine peut tirer des missiles français à longue portée sur la Russie - RT 23 nov. 2024

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré ce 23 novembre à la BBC que l'Ukraine pourrait tirer des missiles français à longue portée sur la Russie «*dans une logique de légitime défense*», mais n'a pas confirmé si des armes françaises avaient déjà été utilisées.

Antisocial. Fainéants, profiteurs ! SS syndicale délatrice, c'est très tendance.

Budget de la Sécu : le Sénat renforce les contrôles et les sanctions contre la fraude sociale - Publicsenat.fr. 21 novembre 2024

Ce 21 novembre, les sénateurs ont adopté plusieurs amendements visant à renforcer la lutte contre la fraude sociale, aussi bien du côté des assurés que des entreprises.

C'est la sénatrice centriste Nathalie Goulet, largement mobilisée sur le sujet, qui a ouvert le bal des amendements dans la nuit du 20 au 21 novembre. L'élue a proposé de renforcer les sanctions contre les faux arrêts de travail, en permettant à la Sécurité sociale de communiquer aux employeurs les conclusions de ses enquêtes et de ses contrôles sur les salariés. Grâce à cette transmission d'informations, une entreprise pourrait alors prendre une sanction disciplinaire à l'encontre d'un employé fraudeur pour « *manquement à son obligation de loyauté* ». Une disposition adoptée par le Sénat.

Le Sénat vote le triplement de la « *taxe soda* » - LePoint.fr 22 novembre 2024

Entre cinq et huit kilos de sucre par hectolitre, le tarif passera de 7,30 à 21 euros. Sont concernés les colas, les boissons aux fruits, à base de cacao, de café, de thé ou de sirop, les limonades, les tonics ou certaines boissons à base de lait animal ou végétal.

Un monde meilleur sans changement de régime, c'est possible, puisqu'on vous le dit. Tous les hommes sont des "monstres".

J-C - Il y en a qui y croient, ils sont instrumentalisés, trop peu pour nous. Participer à ce genre de manifestation, c'est comme participer à "*une révolution de couleur*" en espérant en tirer quelque chose ou en modifier l'orientation politique, pure illusion. Même l'extrême gauche participe à cette manipulation, ils en sont tous, par exemple, le PT réclame plus de moyens au gouvernement, lu dans leur blog en ligne.

"Je crois à un monde où les choses pourraient être organisées différemment" : à Paris, des milliers de manifestants contre les violences faites aux femmes - franceinfo/AFP 24 novembre 2024

À Marseille, Amiens, Paris ou La Réunion, des milliers de personnes ont manifesté contre les violences faites aux femmes, samedi 23 novembre, deux jours avant la Journée internationale dédiée à cette cause. Sur les pancartes, plusieurs messages : "*pour que nos vies ne soient plus classées sans suite*", "*dans dix féminicides c'est Noël*", ou encore "*l'habit ne fait pas le viol*".

Les auteurs de violences ne sont pas des monstres, ce sont des hommes de notre entourage et "*la honte doit changer de camp*". franceinfo/AFP 24 novembre 2024

J-C – Quel « *camp* », celui des capitalistes ? Pas vraiment, votre frère, votre père, tous les mâles de votre famille, votre voisin, votre collègue de travail... Cela fait partie de leur lutte de classe, pas la nôtre...

Leur bouffe transformée et trafiquée, la pollution, le stress et la psychose collective qu'ils fabriquent et entretiennent, leur médecine chimique de synthèse, leurs vaccins et autres injections géniques à ARN m, font 100 fois plus de dégâts sur la santé physique et psychologique.

Pourquoi les microplastiques et nanoplastiques menacent notre santé - franceinfo/ 24 novembre 2024

Les scientifiques en ont découvert partout sur Terre, de l'Himalaya aux plus profondes fosses marines. Mais aussi chez des êtres vivants. (Quelle est la mauvaise langue qui a sorti qu'ils ne découvriraient plus rien ? - J-C)

En intégrant diverses chaînes alimentaires, ces matériaux se retrouvent dans le corps des animaux marins et terrestres. Chez les humains, des scientifiques en ont détecté dans le sang, les selles, le système digestif, le lait maternel, le placenta, les poumons, ou encore dans les artères. Sans être exhaustif.

La recherche des conséquences de ces particules sur les humains a débuté au milieu des années 2010. Dans une étude publiée en mars 2024 dans la prestigieuse revue *New England Journal of Medicine*, une équipe de chirurgiens italiens a annoncé la découverte de microplastiques sur la paroi d'artères carotides, celles qui amènent le sang au cerveau. Ils en ont détecté chez près de 60% de 257 patients opérés. Après trois ans de suivi, ils ont constaté que cette présence de résidus plastiques s'associait à un risque quatre fois et demie supérieur d'être victime d'un infarctus ou d'un accident vasculaire cérébral (AVC). (La « prestigieuse revue *New England Journal of Medicine* », ça en impose. Cela ne vous fait-il pas penser au Lancet ? – J-C)

Les microplastiques influent aussi sur le système digestif, et plus particulièrement sur le microbiote (ou flore intestinale), relève auprès de FranceInfo Muriel Mercier-Bonin, directrice de recherche à l'Inra. En analysant les selles d'adultes et d'enfants de moins de 10 ans (filles et garçons), son équipe a constaté chez les enfants une "fragilisation" de la flore intestinale, avec une "modification de certains composés" qui ont des "effets bénéfiques pour la santé". Les processus précis et les conséquences demeurent flous, mais sont scrutés. En effet, la flore intestinale joue un rôle essentiel dans des "mécanismes clés" en lien avec la digestion, mais aussi des fonctions immunitaires ou encore neurologiques.

Au niveau des poumons, des études cliniques menées chez des travailleurs du plastique ont montré des dysfonctionnements, des inflammations, de la fibrose, et même, pour certaines études, une augmentation des cas de cancer du poumon, a relevé Sonja Bolland, ingénieure de recherche à l'Université Paris Cité, le 17 octobre, lors d'une audition au Sénat dédiée aux impacts des plastiques sur la santé humaine. Ces constats doivent être pris avec des pincettes, prévient-elle : "*Dans les milieux professionnels, ils étaient confrontés à de très, très fortes doses.*"

On ne trouve pas un type de plastique, mais des dizaines, auxquels s'additionnent quelque 16 000 additifs. Ces derniers sont ajoutés à la matière initiale pour lui donner une qualité particulière : souplesse, rigidité, résistance à l'oxydation, aux UV ou encore à l'eau. En résumé, les plastiques ne pourraient pas être utilisables sans eux.

Sur le chiffre global de 16 000 additifs, 4 000 ont une toxicité connue, relève auprès de FranceInfo Hervé Raps, médecin délégué à la recherche au centre scientifique de Monaco.

L'air urbain est davantage chargé en microplastiques et nanoplastiques que celui de la campagne, a rappelé Sonja Bolland au Sénat, soulignant que "*l'inhalation est au moins aussi importante que l'ingestion*". (On les croirait en train de parler de virus ! – J-C)

Pour éviter l'inertie, Hervé Raps appelle la communauté internationale à prendre des mesures fortes au nom du principe de précaution. "*Même si c'est compliqué, même si nous ne pouvons pas tout*

affirmer à 100%, nous constatons maintenant trop de cancers, de maladies métaboliques, de troubles de la fertilité", plaide-t-il. Pour lui, l'éventuel lien entre les microplastiques et nanoplastiques et divers maux affectant la santé humaine est à prendre au sérieux. (Ils prennent « au sérieux » ce qui les arrange (idéologiquement) et laisse le reste de côté... - J-C)

"Si vous regardez les courbes de maladies chroniques, de troubles de la puberté, de troubles développementaux chez les enfants, toutes ces courbes sont en progression depuis les années 1950."

"Il existe sûrement plein de facteurs mais les courbes sont parallèles à l'augmentation des produits chimiques et l'augmentation des produits plastiques", insiste-t-il. Un constat inquiétant, alors que la production de plastique doit doubler d'ici 2040 et tripler d'ici 2060. FranceInfo/ 24 novembre 2024

J-C- Toutes leurs "courbes" sont pipées, pour la bonne raison que 75 ans plus tôt, un grand nombre de symptômes n'étaient même pas répertoriés.

Les principes, règles ou comportements étaient différents, ils comparent ce qui n'est pas comparable. Ils nous ont fait le coup avec les virus et le climat...

Ne seraient-ils pas en train d'essayer de maquiller les conséquences désastreuses à venir des injections géniques, parce que tout ce qu'ils évoquent comme maladie, recoupe les effets secondaires enregistrés par millions dans le monde depuis 2021 ?

Tous les plastiques reconnus néfastes pour la santé devraient être interdits. Toutes les substances chimiques de synthèse entrant dans la composition d'un certain nombre d'articles destinés aux enfants ou susceptibles d'être en contact prolongé avec la peau ou les yeux, ou de pénétrer par la cavité buccale ou nasale, présentant un risque ou une menace pour la santé, devraient être prohibées, quitte à devoir supprimer du marché des milliers de produits inutiles ou dont on peut très bien se passer, même s'ils correspondent à des besoins qui ont été fabriqués au cours 5 ou 8 dernières décennies, quitte à devoir changer de comportement, à modifier notre mode de vie. Mais pour se faire, il faudrait d'abord commencer par changer de régime économique, donc politique, là vous être fou mon ami, d'accord, je n'ai rien dit, mais je n'en pense pas moins.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Il arrive beaucoup trop tard, quand le sale boulot est sur le point d'être terminé...

Le mandat d'arrêt contre Netanyahu met également en cause la politique américaine - consortiumnews.com 21 novembre 2024

C'est désormais officiel. Le plus proche allié des États-Unis, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, celui qui a reçu plus de 50 ovations debout au Congrès il y a quelques mois à peine, est sous le coup d'une mise en accusation par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

L'Amérique doit en prendre note : le gouvernement américain est complice des crimes de guerre de Netanyahu et s'est pleinement associé à la violence de Netanyahu à travers le Moyen-Orient.

Depuis 30 ans, les lobbies israéliens ont poussé les Etats-Unis à mener des guerres au nom d'Israël pour empêcher l'émergence d'un Etat palestinien. Netanyahu, arrivé au pouvoir en 1996 et Premier ministre depuis 17 ans, a été le principal promoteur des guerres soutenues par les Etats-Unis au Moyen-Orient.

Le résultat a été un désastre pour les États-Unis et une catastrophe sanglante non seulement pour le peuple palestinien mais pour tout le Moyen-Orient.

Ces guerres n'ont pas pour but de défendre Israël, mais plutôt de renverser des gouvernements qui s'opposent à l'oppression du peuple palestinien par Israël. Israël s'oppose farouchement à la solution à deux États prônée par le président américain Donald Trump, la loi internationale, l'Initiative de paix arabe, le G20, les BRICS, OCI et l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'intransigeance d'Israël et sa répression brutale du peuple palestinien ont donné naissance à plusieurs mouvements de résistance militante depuis le début de l'occupation. Ces mouvements sont soutenus par plusieurs pays de la région.

La solution évidente à la crise israélo-palestinienne est de mettre en œuvre la solution à deux États et de démilitariser les groupes militants dans le cadre du processus de mise en œuvre.

Netanyahu fait une guerre sans fin

L'approche d'Israël, en particulier sous la direction de Netanyahu, consiste à renverser les gouvernements étrangers qui s'opposent à la domination d'Israël et à recréer la carte d'un « Nouveau Moyen-Orient » sans État palestinien. Plutôt que de faire la paix, Netanyahu mène une guerre sans fin.

Ce qui est choquant, c'est que Washington a confié le budget militaire et fédéral américain à Netanyahu pour ses guerres désastreuses. L'histoire de la prise de contrôle totale de Washington par le lobby israélien est racontée dans le remarquable nouveau livre d'Ilan Pappé, Faire du lobbying en faveur du sionisme des deux côtés de l'Atlantique (2024).

Netanyahu a répété à maintes reprises au peuple américain qu'il serait le bénéficiaire de sa politique. En réalité, Netanyahu a été un véritable désastre pour le peuple américain, saignant le Trésor américain de milliers de milliards de dollars, gaspillant la position de l'Amérique dans le monde, rendant les États-Unis complices de sa politique génocidaire et rapprochant le monde de la troisième guerre mondiale.

Si Trump veut rendre à l'Amérique sa grandeur, la première chose qu'il devrait faire est de rendre à l'Amérique sa souveraineté, en mettant fin à la soumission de Washington au lobby israélien.

Le lobby israélien non seulement contrôle les votes au Congrès mais place également des partisans de la ligne dure d'Israël à des postes clés de sécurité nationale.

Ceux-ci ont inclus:

Madeleine Albright (secrétaire d'État de Clinton), Lewis Libby (chef de cabinet du vice-président Cheney), Victoria Nuland (conseiller adjoint à la sécurité nationale de Cheney, ambassadeur de Bush Jr. auprès de l'OTAN, secrétaire d'État adjoint d'Obama, sous-secrétaire d'État de Biden), Paul Wolfowitz (sous-secrétaire à la Défense de Bush Sr., secrétaire adjoint à la Défense de Bush Jr.),

Douglas Feith (sous-secrétaire à la Défense de Bush Jr.), Abram Shulsky (directeur du Bureau des plans spéciaux, ministère de la Défense de Bush Jr.), Elliott Abrams (conseiller adjoint à la sécurité nationale de Bush Jr.), Richard Perle (président du Conseil de politique nationale de défense de Bush Jr.), Amos Hochstein (conseiller principal du secrétaire d'État de Biden) et Antony Blinken (secrétaire d'État de Biden).

En 1995, Netanyahu a décrit son plan d'action dans son livre *Combattre le terrorisme*. Pour contrôler les terroristes (c'est ainsi que Netanyahu décrit les groupes militants qui combattent le régime illégal d'Israël sur les Palestiniens), il ne suffit pas de combattre les terroristes. Il faut plutôt combattre les « régimes terroristes » qui soutiennent ces groupes. Et les États-Unis doivent être les premiers à prendre les devants :

« La cessation du terrorisme doit donc être une exigence claire, appuyée par des sanctions et sans contrepartie. Comme pour tous les efforts internationaux, l'application vigoureuse de sanctions aux États terroristes doit être menée par les États-Unis, dont les dirigeants doivent choisir la séquence, le moment et les circonstances appropriés pour ces actions. »

Comme Netanyahu l'a dit au peuple américain en 2001 (réimprimé en tant qu'avant-propos de 2001 *Combattre le terrorisme*):

« La première chose à comprendre, et la plus importante, est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. Le terrorisme international ne peut tout simplement pas perdurer longtemps sans les régimes qui l'aident et le soutiennent... Supprimez tout ce soutien étatique et l'ensemble de l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera. Le réseau terroriste international repose donc sur des régimes tels que l'Iran, l'Irak, la Syrie, les talibans d'Afghanistan, l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat et plusieurs autres régimes arabes, comme le Soudan. »

Tout cela était de la musique aux oreilles des néoconservateurs de Washington, qui souscrivaient également aux opérations de changement de régime menées par les États-Unis (par le biais de guerres, de subversion secrète, de révolutions de couleur menées par les États-Unis, de coups d'État violents, etc.) comme principal moyen de traiter avec les adversaires perçus des États-Unis.

Après le 9 septembre, les néoconservateurs de Bush Jr. (dirigés par Cheney et Rumsfeld) et les initiés du lobby israélien de Bush Jr. (dirigés par Wolfowitz et Feith) se sont associés pour remodeler le Moyen-Orient à travers une série de guerres menées par les États-Unis contre les cibles de Netanyahu au Moyen-Orient (Liban, Iran, Irak, Syrie) et en Afrique de l'Est islamique (Libye, Somalie et Soudan). Le rôle du lobby israélien dans l'incitation à ces guerres de choix est décrit en détail dans le nouveau livre de Pappe.

Le plan de guerre du lobby néoconservateur et d'Israël a été présenté au général Wesley Clark lors d'une visite au Pentagone peu après le 9 septembre. Un officier a sorti un papier de son bureau et a dit à Clark :

« Je viens de recevoir une note du bureau du secrétaire à la Défense. Elle dit que nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous allons commencer par l'Irak, puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et en Iran. »

En 2002, Netanyahu a lancé la guerre contre l'Irak au peuple américain et au Congrès en leur promettant

« Si vous éliminez Saddam, le régime de Saddam, je vous garantis que cela aura d'énormes répercussions positives sur la région [...] Les gens assis juste à côté en Iran, les jeunes et beaucoup d'autres diront que le temps de tels régimes, de tels despotes est révolu. »

Un nouveau récit remarquable sur le rôle de Netanyahu dans la conduite de la guerre en Irak provient également du sergent-chef à la retraite du commandement des Marines Dennis Fritz, dans son livre *Trahison mortelle* (2024). Lorsque Fritz fut appelé à se déployer en Irak au début de l'année 2002, il demanda à de hauts responsables militaires pourquoi les États-Unis déployaient des troupes en Irak, mais il n'obtint pas de réponse claire. Plutôt que de diriger des soldats dans une bataille qu'il ne pouvait ni expliquer ni justifier, il quitta le service.

En 2005, Fritz a été invité à revenir au Pentagone, cette fois en tant que civil, pour aider le sous-secrétaire Douglas Feith à déclassifier des documents sur la guerre, afin que Feith puisse les utiliser pour écrire un livre sur la guerre.

Fritz a découvert que la guerre en Irak avait été fomentée par Netanyahu en étroite coordination avec Wolfowitz et Feith. Il a appris que l'objectif de guerre présumé des États-Unis, à savoir contrer les armes de destruction massive de Saddam, n'était qu'un stratagème cynique de relations publiques mené par un membre du lobby israélien, Abram Shulsky, pour obtenir le soutien de l'opinion publique américaine à la guerre.

L'Irak devait être la première des sept guerres en cinq ans, mais comme l'explique Fritz, les guerres suivantes ont été retardées par l'insurrection irakienne anti-américaine. Néanmoins, les États-Unis ont fini par entrer en guerre ou par soutenir des guerres contre l'Irak, la Syrie, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Liban. En d'autres termes, les États-Unis ont mis en œuvre les plans de Netanyahu – à l'exception de l'Iran.

À ce jour, et même à cette heure, Netanyahu s'efforce d'attiser une guerre américaine contre l'Iran, une guerre qui pourrait déclencher une troisième guerre mondiale, soit par l'Iran parvenant à acquérir des armes nucléaires, soit par l'allié de l'Iran, la Russie, rejoignant une telle guerre aux côtés de l'Iran.

Le travail d'équipe entre les lobbies néoconservateurs et israéliens a été à l'origine de l'une des plus grandes catastrophes mondiales du XXI^e siècle. Tous les pays attaqués par les États-Unis ou leurs mandataires – l'Irak, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et la Syrie – sont désormais en ruines.

Pendant ce temps, le génocide de Netanyahu en Gaza La guerre continue à un rythme soutenu, et une fois de plus, les États-Unis se sont opposés à la volonté unanime du monde (à l'exception d'Israël) cette semaine, en opposant son veto au Conseil de sécurité de l'ONU résolution de cessez-le-feu qui a été soutenue par les 14 autres membres du Conseil.

Le véritable problème auquel l'administration Trump est confrontée n'est pas de défendre Israël contre ses voisins, qui réclament à répétition, presque quotidiennement, une paix fondée sur la solution à deux États. Le véritable problème est de défendre les États-Unis contre le lobby israélien.

Jeffrey D. Sachs est professeur d'université et directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia, où il a dirigé l'Earth Institute de 2002 à 2016. Il est également président du Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies et commissaire de la Commission des Nations Unies sur le haut débit.

Israël : le début de la fin - consortiumnews.com 21 novembre 2024

Comme dans toutes les guerres de guérilla, de l'Algérie au Vietnam, les Palestiniens gagneront la lutte politique pour la libération alors qu'Israël implose de l'intérieur.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/11/21/israel-beginning-of-the-end/?eType=EmailBlastContent&eId=8a285576-0c44-4e5f-af23-48ff3fcf8075>

Etats-Unis.

Donald Trump nomme Russell Vought et prouve encore qu'il est plus proche du « *Projet 2025* » qu'il ne le dit. - Le HuffPost 23 novembre 2024

Nommé ce vendredi 22 novembre, au même moment que Scott Bessent au poste de Secrétaire au Trésor, Russell Vought conforte l'influence du controversé « *Projet 2025* » au sein de l'administration de Donald Trump pour ses quatre années de pouvoir.

Et pour cause, l'homme de 48 ans est l'un des principaux rédacteurs de ce programme politique de 900 pages, façonné par le puissant lobby conservateur Heritage Foundation - qui se veut une feuille de route officielle et radicale pour remodeler le gouvernement fédéral dans l'ombre du retour du milliardaire républicain à la Maison Blanche.

Entre les deux mandats de Trump, Vought a fondé l'organisation « *Center for Renewing America* », qui a joué un rôle primordial dans la rédaction du « *Projet 2025* ».

Dans cet ordre d'idée, Donald Trump avait déjà choisi Brendan Carr, actuel commissaire de la FCC (le régulateur américain des télécoms), pour prendre la tête de cette institution américaine. Brendan Carr s'était illustré dans le « *Projet 2025* » en rédigeant l'un de ses chapitres, affirmant vouloir « *reprendre le contrôle des Big Tech, promouvoir la sécurité nationale, libérer la prospérité économique et garantir la responsabilité et la bonne gouvernance de la FCC* ».

Karoline Leavitt, porte-parole de la campagne républicaine nommée porte-parole du second mandat Trump, apparaît quant à elle dans l'une des vidéos du « *Projet 2025* ».

Pourtant, Donald Trump, comme son vice-président J. D. Vance ont régulièrement pris leur distance avec ce document et leurs auteurs. Malgré de nombreuses preuves apportées par les médias américains de liens manifestes entre le 47e président américain et ce puissant lobby. Le futur vice-président de Donald Trump avait également déclaré cette année, devant la Heritage Foundation, que le cercle de réflexion conservateur allait aider le camp républicain à gouverner « *à la Maison-Blanche, au Sénat, au Congrès, et partout dans le pays* ».

« *Je ne sais rien du *Projet 2025*. Je n'ai aucune idée de qui se cache derrière ce projet* », disait pourtant Donald Trump le 6 juillet dernier...

Brigandage, pillage ou guerre de rapine du XIXe siècle.

Les États-Unis pourraient proposer un «*bon accord*» à l'Ukraine en échange de ses ressources naturelles - RT 24 nov. 2024

L'Ukraine pourrait être extrêmement utile aux États-Unis car elle regorge de ressources naturelles précieuses et est disposée à négocier un accord avec Washington sur leur extraction, a déclaré le sénateur américain Lindsey Graham dans une interview accordée à Fox News, chaîne de télévision américaine. Un extrait de l'interview a été publié sur la chaîne YouTube du sénateur le 20 novembre.

Le sénateur républicain de Caroline du Sud a affirmé que le conflit ukrainien était, en fin de compte, «*une question d'argent*». «*Saviez-vous que le pays le plus riche de toute l'Europe en minéraux de terres rares est l'Ukraine ?*», a-t-il déclaré, estimant leur valeur entre 2 et 7 trillions de dollars.

Lindsey Graham a ajouté que l'Ukraine était prête à «conclure un accord avec [les États-Unis]», mais pas avec la Russie. «*Il est donc dans notre intérêt de s'assurer que la Russie ne prenne pas le contrôle du pays*», a-t-il expliqué, décrivant l'Ukraine comme le «*grenier à blé du monde*».

Plus tôt ce mois-ci, le 14 novembre, Mykhailo Podoliak, un conseiller principal de Zelensky, a proposé aux États-Unis d'exploiter conjointement le sous-sol du pays et d'en extraire les ressources, dans une interview accordée au journal italien La Repubblica. «*Nous avons des gisements de minéraux rares tels que le lithium et le titane que nous pouvons exploiter ensemble [avec les États-Unis]*», a-t-il précisé. RT 24 nov. 2024

Russie.

Lancement du missile balistique russe : «*L'Occident ne comprend que la force*» - RT 22 nov. 2024

Quand la Russie agit avec retenue, l'Occident le perçoit comme un signe de faiblesse et ne fait qu'augmenter la pression, estime le politologue et docteur en histoire Konstantin Blokhov commentant le tir du missile balistique hypersonique de moyenne portée «*Orechnik*» en réponse à l'utilisation des armes occidentales de longue portée. RT en français :

L'autorisation de frapper en profondeur du territoire russe avec des missiles américains a-t-elle ouvert la boîte de Pandore ?

Konstantin Blokhov : Pour ce qui est de la boîte de Pandore, tout dépend de la réaction russe. Si la réaction de la Russie à ces attaques est dure et sans compromis, cette boîte de Pandore se fermera immédiatement, car l'Occident ne comprend que la force. La psychologie de l'Occident repose sur le principe de la force. Quand la Russie agit de sang-froid, avec retenue ou quand elle appelle aux négociations, l'Occident le perçoit comme un signe de faiblesse et ne fait qu'augmenter la pression.

Par conséquent, si l'Ukraine et ses alliés occidentaux frappent encore le territoire russe en étendant la zone de frappe et le nombre de cibles, il est évident que nous devons riposter. S'il n'y a pas de riposte, l'Occident comprendra qu'une nouvelle ligne rouge est franchie. Donc, tout dépend du désir

et de la capacité russe à poursuivre l'escalade. Il est possible de désescalader la situation, mais seulement en poursuivant l'escalade. Malheureusement, c'est le seul moyen.

RT en français : Après la déclaration de Vladimir Poutine dans la soirée du 21 novembre, comment, à votre avis, la situation pourrait-elle évoluer ?

K. B. : Je pense que l'Occident va demeurer dans l'expectative, essayera de régler ses actions sur celles de ses alliés. Premièrement, ils vont surveiller les mesures que la Russie prendra. Deuxièmement, bien sûr, tout le monde va attendre l'arrivée de Trump, mais aussi les mesures concrètes et réelles qu'il prendra, pas les spéculations sur les candidats qu'il va désigner. On ne juge pas les hommes politiques sur leurs propos, mais sur leurs actes. Il est donc évident que ce sont ces deux facteurs qui vont compter : l'arrivée de Trump et les actions russes concrètes.

RT en français : Trump, une fois au cabinet Ovale fin janvier, pourrait-il annuler des décisions de Biden concernant l'Ukraine ?

K. B. : Seul l'avenir nous dira comment Trump agira. Mais il est évident qu'il ne pourra pas agir seul, car tout dépendra de la volonté du Congrès de le soutenir. Même avec une majorité républicaine, de nombreuses décisions de Trump devront recevoir l'aval du Congrès. De même que les candidatures à un poste dans l'administration qui sont également convenues par le Congrès. Trump ne sera donc pas seul à définir la politique étrangère et de défense, mais, malheureusement, il y aura d'autres personnes. Beaucoup dépendra de la position du Congrès.

Cependant, à en juger par les événements, par les candidatures qu'il propose, beaucoup de candidats sont des faucons. Au poste de secrétaire d'État, il envisage la candidature de Marco Rubio. Comme chef du Pentagone, il propose de nommer non seulement cet ancien présentateur de télévision, mais aussi Tom Cotton. Il est donc évident qu'il ne sera pas facile d'avoir affaire à Trump.

De plus, c'est Trump qui s'était retiré du traité sur les missiles à moyenne et courte portée. La réponse russe, telle qu'elle a été énoncée hier par le président, est justement une réponse aux initiatives de Trump.

Par ailleurs, bien sûr, il faut envisager les actions de Biden et celles de Trump de manière globale. Une chose est sûre, il ne sera certainement pas facile d'avoir affaire à Trump. RT 22 nov. 2024

Ukraine.

L'Ukraine aurait reçu des armes suisses malgré l'interdiction de réexportation imposée par le pays - RT 23 nov. 2024

Plus de 640 000 munitions fabriquées en Suisse ont été livrées à l'Ukraine via la Pologne, en violation de l'interdiction faite par ce pays de réexporter ce type de matériel vers des zones de conflit, conformément à sa neutralité, a révélé la chaîne de télévision SRF. L'autorité suisse de contrôle des armements a sanctionné une entreprise polonaise, «UMO SP», qui a enfreint un accord établi avec le fabricant «*Swiss P Defence*».

C'est la première fois qu'une entreprise étrangère d'armement est inscrite sur une «liste noire» suisse pour violation de contrat, suite aux investigations menées par SRF Investigativ. À la suite d'une

requête de ce média, le secrétariat d'État suisse à l'économie (Seco), qui supervise les exportations de matériel militaire, a annoncé : *«Nous confirmons que les exportations vers la société polonaise en question sont suspendues jusqu'à nouvel avis.»*